

Algérie : les leçons d'une révolte

lundi 28 février 2011, par [SALHI Chawki](#) (Date de rédaction antérieure : 22 janvier 2011).

Le prétexte de la hausse subite des prix des produits alimentaires de base, aux premiers jours de janvier, a provoqué une semaine d'émeutes à travers toute l'Algérie. C'est un événement important qui desserre l'étreinte du régime autoritaire de Bouteflika et augure de changements politiques. L'identification avec la Tunisie a aussi été un facteur déclenchant de la révolte algérienne. D'ailleurs cela continue. Outre plusieurs immolations par le feu, la rue algérienne continue de braquer son regard sur la révolution tunisienne.

Sommaire

- [Renouveau des luttes](#)
- [Réveil de la conscience \(...\)](#)
- [Direction politique](#)

La tradition émeutière en Algérie a trente ans. Elle exprime la continuation d'un ordre autoritaire qui démantèle systématiquement toute tentative de construction des représentations syndicales et politiques de la société. Les acquis de l'ouverture politique imposée par le mouvement généralisé d'octobre 1988, sont en cours de démantèlement, le régime profitant du désarroi et de la lassitude populaire après dix ans de guerre civile. Le pluralisme politique et syndical est réduit à la portion congrue : numerus clausus des partis et empêchement des activités qui permettent de se construire dans la société. La presse est intimidée. Les expressions sociales, grèves et protestations de quartier sont réprimées. Les associations les plus modestes sont privées d'agrément et empêchées d'être actives. Pas besoin d'objectif révolutionnaire ou de programme radical, en l'absence de voies pacifiques pour l'expression, la moindre revendication utilise la violence pour se faire entendre. Et la nécessité d'un renversement violent de l'ordre des choses est omniprésente malgré la dépolitisation.

Renouveau des luttes

Les émeutes du 5 janvier 2011 apparaissent comme le sommet d'un regain de ces révoltes locales qui se développent depuis 2007 principalement autour des questions du relogement et du démantèlement des marchés informels. La propagande officielle se targue de centaines de milliers de logements sociaux distribués aux mal-logés. Il en faudrait plusieurs millions pour mettre fin à l'entassement actuel. La chasse aux petits vendeurs informels est indécente quand les grosses fortunes nationales et les multinationales bénéficient d'avantages exorbitants. Cette traque des vendeurs informels est vaine car le chômage massif des jeunes, et notamment des diplômés, ne laisse d'autre issue que le petit business.

Mais ces révoltes de la jeunesse précarisée coïncident, aussi, avec un renouveau des luttes dans les bastions ouvriers, Sidérurgie Annaba, Usine de camions d'Alger, électronique de Bel Abbès, cheminots, port qui ont mené des batailles spectaculaires ces deux dernières années. C'est le retour au développement des capacités productives nationales, dans le cadre du tournant protectionniste du pouvoir, qui crée les conditions objectives pour ce regain de combativité de secteurs laminés par

les plans du FMI et la privatisation.

Depuis plus d'un an, précisément depuis les émeutes des habitants des barres de Diar Eschems, à quelques centaines de mètres du siège de la présidence à Alger, le pouvoir avait décidé de baisser de plusieurs crans la répression. La brutalité policière suffit à contenir la fureur populaire et des concessions suivent chaque mouvement. Il faut dire qu'au même moment, une grève générale des cheminots menaçait de paralyser le pays.

Dans un contexte de grogne généralisée, le pouvoir redoutait une grande explosion nationale. Les masses populaires espéraient ce grand soir. Mais les événements de janvier 2011 qui finissent dans les décombres des incendies déçoivent cette attente. Le gouvernement, par la voix de son ministre de l'Intérieur, trahit le dessein de surfer sur cette déception et sur les réflexes d'auto-défense contre les pillards pour en finir avec les émeutes et faire cesser une protestation sociale inépuisable.

Et voilà que la révolution tunisienne chasse Ben Ali, et réhabilite la révolte des humbles. Aussitôt, des grèves sont programmées, les protestations locales se réactivent.

Réveil de la conscience sociale

Si les émeutes algériennes laissent un goût d'inachevé et des sentiments mêlés, le retour de la question sociale au premier plan des préoccupations apparaît comme un acquis. Le discours populaire n'est plus fait de ces récriminations contre des groupes occultes du pouvoir, des militaires omnipotents, des clans régionaux qui pillent l'argent public. On a parlé de salariés et des industriels de l'agroalimentaire, on a parlé de chômeurs et de grossistes distributeurs aux pratiques mafieuses. Ce réveil de la conscience sociale est rudimentaire, il n'a pas de drapeau ou de représentation. Il entame une rupture avec cette résignation générale sur fond de défaitisme national. Ce ne sont certainement pas les intégristes qui représentent cette jeunesse qui échappe à la religiosité massive de la décennie 2000. Les islamistes qui tiennent le commerce de gros sont plutôt discrets. Mais il n'y a pas non plus d'ancrage à gauche. Le Parti des travailleurs (PT) de Louisa Hannoun dénonce avec l'UGTA les luttes et réaffirme sa loyauté servile au président Bouteflika.

La vitrine tunisienne du libéralisme triomphant vole en éclats sous les coups de boutoir des masses populaires. Il y avait donc des pauvres dans ce paradis pour touristes, si bien organisé, si bien... policé. Et comme ils nous ressemblent ! Ce Bouazizi qui vend des légumes avec son diplôme universitaire, il fait penser aux émeutiers de Daksi Constantine, de Gdyl Oran ou de Bachdjarah en décembre 2010. Son geste désespéré rappelle nos *harragas* [1] qui risquent leur vie pour fuir vers un monde réputé meilleur. Plus personne ne se souvient avoir chanté les louanges du succès tunisien. C'est l'hégémonie écrasante de l'idéologie libérale qui en prend un coup. Mais comme c'est fragile.

Direction politique

L'autre enjeu de cette situation nouvelle est celle de la direction politique de la protestation populaire. En arrière-plan de la révolte des jeunes précarisés, il y a cette guerre qui dure depuis plusieurs années entre les ultra-libéraux et les bureaucrates protectionnistes. Le tournant patriotique annoncé depuis 2006 est d'abord basé sur les effets sociaux désastreux d'une ouverture débridée qui démantèle le tissu productif, étatique ou privé, transformant le pays en économie d'importation. Il se concrétise au second semestre 2008, avec l'effondrement des cours du baril, lorsqu'il apparaît que les importations dépassent les revenus pétroliers. Ces mesures anti-

importations, contradictoires et hésitantes sont censées décourager les importations de marchandises et les transferts massifs des bénéfices des investisseurs étrangers. Cette inflexion patriotique dans le cours libéral de Bouteflika lui vaut alors des vexations diplomatiques de la communauté internationale des brigands capitalistes malgré les contrats géants qu'il continue de distribuer (plan quinquennal de 150 milliards de dollars). Mais ces mesures bureaucratiques censées favoriser les producteurs nationaux provoquent une levée de boucliers de tous les secteurs de la bourgeoisie algérienne, y compris la bourgeoisie industrielle qui trahit là son implication dans les importations massives.

Dans cette situation, il s'agit bien d'assurer l'indépendance du mouvement ouvrier et populaire. Nos luttes pour des emplois et des salaires décents, pour des logements et des transports pour tous, pour une santé et un enseignement de qualité ne doivent pas être instrumentalisées par les petits partis libéraux démocratiques qui convergent avec l'impérialisme pour exiger le retour à la norme capitaliste libérale, pour développer la médecine et l'école payantes sous prétexte d'efficacité, pour contester les logements sociaux, « véritable prime à l'émeute » en préférant la régulation du marché. Nous continuerons de converger sur des questions démocratiques mais nous ne pouvons décemment travailler à la victoire de ceux qui font de la surenchère libérale. Les souffrances de la jeunesse tunisienne et algérienne méritent qu'on ne s'en tienne pas aux libertés formelles, ignorant leurs aspirations sociales. o

Chawki Salhi, Alger, le 22 janvier 2011

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 18 (février 2011).

Notes

[1] Migrants clandestins qui prennent la mer sur des embarcations de fortune pour rejoindre l'Espagne, la Sicile...